

UNION EUROPÉENNE Les campagnes pour la ratification du traité constitutionnel

Une responsabilité commune franco-allemande

Par WOLFGANG SCHÄUBLE *

[22 janvier 2005]

L'amitié entre Allemands et Français est devenue aujourd'hui une évidence pour nous, et l'on a presque oublié l'exploit de ceux qui l'ont fondée après des décennies marquées par la rivalité, la jalousie, les guerres effroyables et l'horreur de la dictature nazie. J'ai eu récemment sous les yeux un article du grand germaniste français Robert d'Harcourt, dans lequel il tentait d'expliquer – c'était en 1951 – l'inclination qu'il conservait malgré tout pour la culture allemande – attitude d'autant plus remarquable que deux de ses fils avaient connu les affres du camp de Buchenwald. L'inclination et l'amitié vont plus loin que la coopération ; ainsi ne sommes-nous, Français et Allemands, pas seulement liés par des intérêts communs, mais par un héritage commun et par l'engagement commun vis-à-vis du futur. Et cet engagement, aujourd'hui, c'est notre responsabilité à l'égard de l'Europe.

L'Union européenne (UE) fait face à de grands défis. Il faudra apporter la preuve que l'élargissement est un succès, que des avancées vers un nouvel approfondissement de l'intégration restent possibles, que nous avons trouvé la juste mesure en matière de financement de nos tâches communes, que l'Union peut relancer une dynamique économique, même en des temps difficiles, et que nous sommes prêts et capables d'endosser des responsabilités dans le monde en tant qu'Européens. Nous devons pour cela reconnaître et saisir de nouvelles chances dans un monde globalisé de plus en plus complexe et nous devons maîtriser les risques d'un nouveau genre qui peuvent aujourd'hui menacer notre sécurité, depuis n'importe quel point de la planète.

Les événements des dernières années ont montré que les pays européens ne peuvent préserver leurs intérêts et les faire triompher que dans le cadre d'une coopération reposant sur la confiance avec leurs partenaires. L'importance de réussir l'intégration européenne, mais aussi le partenariat atlantique, s'est ainsi accrue. Si nous, Européens, voulons rester « importants » et déterminer nous-mêmes notre destin, nous devons continuer de renforcer notre cohésion et d'améliorer nos structures communes, surtout si d'autres pays européens viennent encore nous rejoindre. Si – et seulement si – nous y parvenons, nos amis d'outre-Atlantique, qui forment avec nous l'Occident et avec qui nous sommes et restons liés du fait de l'indivisibilité de notre sécurité, nous regarderont comme des partenaires fiables et sérieux.

Dans un tel contexte, le traité établissant une Constitution pour l'Europe est un pas important, un document qui fait progresser sans équivoque notre Communauté : l'Union élargie pourra travailler plus efficacement, sa capacité de décision et donc aussi d'action sera accrue, et les citoyens sauront avec plus de clarté et de transparence qui est compétent pour quoi, et surtout qui est responsable de quoi. Car ce qui doit aujourd'hui passer avant toute autre chose pour nous, c'est le retour du soutien des citoyens. Nous avons vu combien l'Europe était encore capable de susciter l'enthousiasme lorsque la fin de la guerre froide s'accompagna, immédiatement, du désir de vivre dans une Europe unie, et nous avons ressenti cette même fascination, au cours des dernières semaines, à travers l'exemple de l'Ukraine.

Ces événements nous rappellent aussi qu'il ne faut pas étendre l'UE au-delà des frontières à l'intérieur desquelles les hommes et les femmes ressentent leur appartenance à un héritage européen commun. Ainsi le soutien apporté au traité constitutionnel ne s'oppose-t-il pas aux inquiétudes justifiées sur notre rapport futur à la Turquie. Je suis convaincu que la politique extérieure et de sécurité commune peut devenir, avant d'autres, le moteur de l'intégration si nous faisons la clarté sur nos frontières, si nous développons avec nos voisins une politique moins improvisée et plus organisée et si nous poursuivons le développement structurel de l'Union de manière à ce que sa nouvelle flexibilité lui permette de mieux fonctionner.

Pour la politique européenne du couple franco-allemand, c'est un objectif hautement exigeant, pour lequel un équilibre doit être trouvé entre conscience nationale et appartenance à une communauté basée sur l'égalité, où aucun ne se sente ni avantagé ni dominé. L'Europe a besoin des impulsions et de la dynamique franco-allemande, mais plus l'Union s'agrandit, plus l'on attend que nous fassions preuve de sensibilité et d'attention. La clé du succès de l'intégration réside en effet dans la confiance réciproque des États membres et dans celle qu'ont les citoyens à l'égard de l'Union mais, pour une grande partie, ce succès sera au rendez-vous si l'Europe évite de rechercher sa force dans la rivalité avec notre partenaire transatlantique et s'affirme au contraire en tant que membre de la communauté occidentale de valeurs et de destin. Des tentatives qui viseraient à dresser l'Europe contre les États-Unis ne mèneront qu'à des divisions au sein de l'Europe.

Dans notre responsabilité d'Européens vis-à-vis du monde, nous, Allemands et Français, devons nous rappeler que notre amitié devint possible parce que, dans des circonstances difficiles, de grandes personnalités se sont laissé guider par l'empathie et la bienveillance. Robert d'Harcourt n'écrivait-il pas en 1951 *«Ma vision de l'Allemagne est peut-être influencée par un manque d'objectivité. Mais en fin de compte, celui qui regarde à travers les lunettes de la sympathie voit plus loin et plus juste que celui qui utilise la lorgnette de la méfiance»* ?

* Vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag allemand.